



### Parce qu'il est au cœur des enjeux de climat, de relance et de puissance, l'État doit plus que jamais assurer l'avenir du nucléaire

Après avoir inclus le nucléaire dans son plan de relance début septembre, l'État travaille au financement du programme destiné à assurer le renouvellement du parc nucléaire. Si l'Alliance CFE UNSA Énergies salue ces avancées qui vont dans le sens du combat climatique, de la souveraineté et de la reconquête industrielle, elle demande au Gouvernement d'aller plus loin en menant la bataille européenne de la taxonomie et en sécurisant ce financement, y compris via la recapitalisation d'EDF. C'est ainsi qu'il donnera du contenu à la future présidence française de l'Union européenne placée sous le signe du triptyque « relance, puissance, appartenance ».



Qu'il s'agisse de Joe Biden aux États-Unis, du GIEC, des Pays-Bas ou d'anciens écologistes allemands, **de plus en plus de voix s'élèvent pour défendre le nucléaire, une énergie qui n'émet pas de CO2.** Outil précieux dans le combat climatique, le nucléaire est pour l'Alliance CFE UNSA Énergies tout autant un outil de souveraineté, de puissance et d'indépendance énergétique essentiel dans un monde marqué par le retour des rapports de force entre puissances et des tensions géopolitiques.

L'Alliance CFE UNSA Énergies considère d'autant plus que le nucléaire doit avoir de l'avenir qu'en fournissant une électricité bas carbone, compétitive et garantie parce que pilotable, cette énergie est un levier majeur de relocalisation industrielle face à une trop grande dépendance aux chaînes de production mondialisées que vient de démontrer la crise du COVID-19. Il est aussi au cœur des enjeux de sûreté du système électrique, que plus aucun décideur ne doit occulter suite à la crise électrique californienne de l'été et aux incidents électriques auxquels certains pays européens ont échappé de justesse cette année.

**C'est pourquoi l'Alliance CFE UNSA Énergies a salué l'inclusion du nucléaire dans le plan France Relance présenté en septembre dernier.** En permettant à ces investissements de participer à la préparation de l'avenir du nucléaire,



le Gouvernement affiche ainsi sa volonté de maintenir l'option nucléaire ouverte, alors que certains s'entêtent toujours à défendre un scénario 100 % renouvelables, oubliant un peu facilement que beaucoup des promoteurs des renouvelables le font avant tout pour défendre leurs intérêts financiers.

Dans le même temps, la Direction du Trésor travaille aux différents scénarii de financement du programme d'EPR destiné à engager le renouvellement du parc nucléaire français. L'Alliance CFE UNSA Énergies salue ces travaux qui s'inspirent du financement envisagé pour le projet nucléaire britannique de Sizewell pour faire d'une régulation forte et d'un financement public les clefs de l'avenir du nucléaire. Ce financement public fort est d'autant plus essentiel, comme le démontrent les Britanniques, si l'on veut éviter l'entrisme chinois dans le nucléaire occidental.

Dès lors, **l'Alliance CFE UNSA Énergies exhorte le Gouvernement à mettre toutes ses forces dans la bataille européenne de la**

**taxonomie.** Si celle-ci devait exclure le nucléaire, le risque serait alors grand qu'au-delà de l'impossibilité d'accéder à la finance durable et donc à un financement attractif, le nucléaire voit aussi son financement public et sa régulation compliqués, le régime d'aides d'état pouvant être durci pour les activités exclues de la taxonomie. À un an de la présidence française de l'Union européenne dont le slogan est « relance, puissance, appartenance », cette exclusion du nucléaire serait un signal désastreux.

Au-delà d'envisager un financement public direct, l'État doit tout autant renforcer les capacités d'investissement d'EDF. Cela suppose de renforcer significativement les fonds propres d'EDF autour de sa seule raison d'être, celle d'offrir à la France le leadership mondial dans l'électricité bas carbone, et ce sur tous les métiers de l'électricité... loin d'un projet Hercule dont l'Alliance CFE UNSA Énergies demande l'abandon parce qu'ayant pour effet de démanteler et donc de tuer Électricité de France.

